



Déclaration liminaire de la CGT Educ'Action au CSAD du Var du 20 février 2024

Monsieur le DASEN, Mesdames et Messieurs les membres du CSAD,

Dans sa définition le liminaire sert à poser un contexte et voilà quelques temps qu'il est de coutume que les Organisations syndicales rédigent des déclarations liminaires afin de poser le contexte avant de débiter nos séances. Mais force est de constater que nos liminaires sont quasiment identiques de mois en mois, d'années en années tellement le contexte dans l'Education nationale et dans notre département est toujours le même, rien ne progresse tout recule !

Voici une déclaration liminaire où nous allons encore dire que la politique menée depuis des années ne fait que renforcer le sentiment d'un démantèlement à petit pas du plus grand service public de France. Mais après ?

Il y a toujours urgence à recruter massivement des personnels titulaires formés et accompagnés. Notre académie étant le symbole même que rien n'évolue « dernière tu étais, dernière tu resteras » ! Les classes sont toujours sans enseignant pendant plusieurs jours, aucun remplacement du jour au lendemain, l'inclusion scolaire mène les écoles au bord de la rupture avec des personnels épuisés et des élèves maltraités, des contractuels recrutés massivement. La liste est longue, tout autant que celle des effets sur nos conditions de travail et notre fatigue ...

Il y a toujours urgence à augmenter nos salaires car pour faire face à l'inflation galopante, nos gouvernants jouent prioritairement la carte des primes. Ce fameux Pacte et cette nouvelle formule ancrée au Ministère du « travailler plus pour gagner plus » ! Ou gagner moins car la CGT Educ'action rappelle que c'est le point d'indice qui est la base du salaire et du calcul des retraites des agents de la Fonction publique. Exiger son augmentation, c'est exiger et obtenir des augmentations pérennes pour toutes et tous.

Il y a toujours urgence à exiger une école de qualité pour tous ! Que les élites choisissent de payer pour l'école de leurs enfants n'est pas un scoop, mais lorsque c'est avec l'argent public ou en refusant la mixité, il y a lieu de s'indigner ! Car oui, l'argent public finance en grande partie l'enseignement privé dit « sous contrat ». Et ça ne date pas d'hier. La loi Debré puis la loi Blanquer ont permis à ces écoles de bénéficier à plus de 76 % de financement public. Et dans un même mouvement, nos écoles, collèges et lycées publics se dégradent de plus en plus, faute de moyens accordés à hauteur des besoins. La mixité sociale est de plus en plus menacée. Comment pouvons-nous accepter sans réagir à l'abandon de notre ambition commune qui promet la même éducation de qualité pour toutes et tous et partout sur le territoire ?

Alors doit-on à nouveau contextualiser notre situation dans le Var ? Doit-on rappeler les chiffres, faire l'état de la situation dans notre département ? Le constat est le même depuis des années ! Il nous faut des moyens supplémentaires encore et toujours et c'est dans ce cadre que toutes les organisations syndicales du Var ont lancé une pétition pour alerter et dire stop à la dégradation des conditions d'apprentissage de nos élèves et des conditions de travail des personnels qui empirent de rentrée en rentrée.

Quelles réponses nous sont apportées ? Quelles réponses permettraient de voir l'avènement d'une École démocratique et émancipatrice au service des élèves les plus fragiles et contre les attaques incessantes de ce gouvernement envers la jeunesse, les personnels de l'Éducation nationale et l'ensemble des travailleurs et travailleuses ?

Et bien il semblerait que la réponse de notre Gouvernement se trouve en ces 3 mots : Choc des savoirs !

Le Choc des savoirs c'est la continuité du projet de contre-réforme de la voie pro s'inscrivant dans la logique de libéralisation du marché du travail, assignant la formation des jeunes aux seuls besoins du bassin d'emploi et les élèves à leur classe et à leur lieu de vie. C'est le renforcement du tri social officiel introduit par la réforme Lycée de Blanquer.

En ce qui concerne le premier degré en résumé, le Gouvernement nous dit « vous êtes nuls, on vous dit comment faire »... en imposant des méthodes pédagogiques, en labellisant des manuels scolaires de lecture et de maths en CP-CE1 selon ces mêmes méthodes imposées, en uniformisant la progressivité des apprentissages pour tous les élèves sans prendre en compte le rythme des enfants. Ce nouveau tour de vis à l'encontre de notre liberté pédagogique et notre pratique professionnelle est extrêmement rare dans l'Histoire de l'enseignement et ne témoigne pas du meilleur politiquement.

En instaurant de façon plus précoce la possibilité de redoubler en primaire et en installant des groupes de niveaux au collège, Attal renforce le tri social. La violence de classe de cette politique est ahurissante en plus d'être inefficace pour remédier à la difficulté scolaire. Le but n'est pas la réussite des élèves en difficulté, mais de les séparer des autres.

Alors même que le Conseil Supérieur de l'Education est unanime contre cette réforme, ainsi que toutes les Organisations syndicales, le ministère reste droit dans ses bottes et passe en force.

La CGT Educ'action continuera à demander le retrait de cette réforme du Choc des savoirs et de porter ses revendications pour une école et une société émancipatrice !